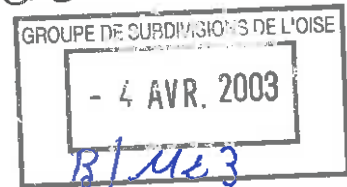




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L'OISE

CNE



DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION,
DES LIBERTÉS PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de l'environnement

Arrêté du 26 mars 2003 délivré à Monsieur le directeur de la société GOUX en vue de réaliser une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité des installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux pour son établissement de COUDUN

LE PREFET DE L'OISE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu l'ordonnance 2000.914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des dispositions relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement, reprises au code de l'environnement, livre V, titre I^{er} ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux notamment son article 35 ;

Vu la circulaire de la ministre de l'écologie et du développement durable du 9 octobre 2002 ;

Vu les arrêtés préfectoraux réglementant le fonctionnement de l'établissement exploité par la société GOUX à COUDUN ;

Vu les rapport et propositions de l'Inspecteur des installations classées du 10 février 2003 ;

Vu l'avis du Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement du 13 février 2003 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène du 6 mars 2003 ;

Considérant

que les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé s'appliqueront aux installations existantes à compter du 28 décembre 2005 et qu'il convient pour l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les nouvelles dispositions prévues ;

qu'il convient d'imposer à la société GOUX des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article 18 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Oise,

ARRETE

Article 1^{er} :

La société GOUX située à COUDUN, est tenue de fournir :

- la mise à jour des informations précisées aux articles 2 et 3 du décret du 21 septembre 1977 modifié,
- une étude technico-économique sur les conditions de mise en conformité de ses installations avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002. Cette étude sera accompagnée d'un calendrier de mise en œuvre.

L'ensemble de ces éléments doit être remis au préfet avant le 28 juin 2003.

Article 2 :

Les études nécessaires pour satisfaire aux dispositions ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

Article 3 :

En cas de contestation, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le pétitionnaire et commence à courir à compter de la date de notification. Il est de quatre ans pour les tiers, à compter de la date d'affichage de l'arrêté.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de COMPIEGNE, le Maire de COUDUN, le Directeur régional de l'industrie de la recherche et de l'environnement, l'Inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié et publié conformément à la réglementation en vigueur.

Beauvais, le 26 mars 2003

POUR AMPLIATION
Pour le préfet,
et par délégation
l'attaché, adjoint au chef de bureau

pour le Préfet,
le Secrétaire général,

Cyrille Charnaud

Signé : Raphaël Le MÉHAUTÉ